



Monsieur Philippe MAYSTADT
Ministre des Finances
Rue de la loi 12

1000 BRUXELLES

Votre lettre du

Vos références

Nos références

Annexes

29.358/I/PF
CV/KB

Monsieur le Ministre,

Objet: cadres linguistiques au Ministère des Finances - modification.

En séance du 8 janvier 1998, la Commission permanente de Contrôle linguistique (CPCL), a examiné un projet d'arrêté royal modifiant les cadres linguistiques du Ministère des Finances fixés par l'arrêté royal du 8 août 1997.

L'adaptation proposée des cadres linguistiques résulte de la modification apportée au cadre organique par le projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 6 juillet 1997 fixant le cadre organique du Ministère des Finances, pour lequel l'accord commun du Ministre du Budget et du Ministre de la Fonction publique est donné le 22 décembre 1997.

La modification concerne la fonction du secrétaire général. Est créé un service distinct du Secrétariat général, le Cabinet du Secrétaire général, qui comprend l'emploi de Secrétaire général (rang 17) et 1 emploi d'auditeur général (rang 15) repris au 1er degré de la hiérarchie.

La création d'un cadre linguistique spécifique pour le cabinet du Secrétaire général renforce le caractère particulier de cette haute fonction qui n'appartient à aucune des entités composant le Ministère des Finances.

Le retrait de l'emploi de Secrétaire général du Secrétariat général a pour effet de rompre l'équilibre linguistique au 1er degré de la hiérarchie dans ce service. C'est pourquoi un emploi est créé rétablissant la parité linguistique à ce degré. Il s'agit d'un emploi au grade d'auditeur général des Finances.

Dès lors la modification des cadres linguistiques se présente de la façon suivante:

Services	Degrés de la hiérarchie	cadre N	cadre F	N bil.	F bil.
Cabinet du secrétaire général	1	1	1		
Secrétariat général	1	5	5		
	2	10	10	4	4
	carrière plane	9	9	2	2
	3	43	39		
	4				
	grades communs	102	91		
	grades spéciaux du service social	7	7		
	5	15	14		
	6	91	82		
	7	138	124		

Cette proposition a été soumise aux organisations syndicales reconnues au département.

Ces modifications situées au 1er degré de la hiérarchie n'ont pas changé la parité linguistique qui est de rigueur.

La CPCL émet en conséquence un avis favorable sur la répartition proposée.

Conformément aux dispositions de l'art. 61 § 3 2ème alinéa des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966 (LLC), la CPCL vous invite à lui communiquer la suite que vous réserverez à cet avis.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président,

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS